

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3585 - VENDREDI 27 SEPTEMBRE 2019

## 74E SESSION DE L'ONU

# Félix Tshisekedi : « La RDC a encore besoin de la Monusco »

S'exprimant hier à New York, à l'occasion de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le chef de l'Etat a affirmé que son pays avait encore besoin de la mission onusienne pour son processus de rétablissement de la paix. Il a insisté sur la nécessité de réadapter la configuration de la Monusco à l'évolution de la situation sur le terrain, en concentrant davantage les efforts sur les capacités d'inter-

vention opérationnelles des forces onusiennes aux côtés des Forces armées de la République démocratique du Congo. Et de rappeler que depuis son avènement à la tête du pays, il ne ménage aucun effort pour relever les défis de la paix, de la sécurité et de la stabilité tout en prenant en compte toute leur dimension régionale et internationale.

Page 2



Félix Tshisekedi à la tribune de l'Onu

## MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### Un partenariat en vue avec le groupe Shelter-Afrique



Le représentant de Shelter reçu par le ministre de l'Aménagement du territoire

Déterminé à faire de son secteur un moteur de développement, le ministre de tutelle, Aggée Aje Matembo Toto, a échangé tout récemment avec le représentant régional du groupe Shelter, Edmond Adjikpe, sur la possibilité de nouer un partenariat gagnant-gagnant dans un futur proche. Les deux personnalités ont évoqué les sujets relatifs au renforcement des relations entre la République démocratique du Congo et Shelter-Afrique pour la promotion de logements dont le pays pourrait bénéficier de la part de cette firme panafricaine. Celle-ci jouit d'une expertise dans l'assistance technique sur les questions du secteur et peut aussi financer certains projets y afférents. Page 5

## MUSIQUE

### Le « Grand Mopao » s'embrouille avec la censure



Huit titres composant le prochain opus de Koffi Olomide ont été déclarés impropres à la consommation par la commission de censure et des spectacles qui parle « d'atteinte aux bonnes mœurs ». Dans la foulée, la commission a lancé une série de convocations au chanteur pour qu'il soit entendu à ce sujet. Sans succès. D'où la descente, le 25 septembre à son domicile, d'une dizaine d'agents de la police judiciaire munis d'un mandat d'arrêt de la star. Son avocat regrette le supplice infligé à son client qui a été « brutalisé et humilié », selon ses dires. En réaction, Koffi Olomide a déposé, hier, une plainte au parquet près la Cour de cassation contre les agents qui l'ont interpellé « avec une brutalité d'une cruauté rare ». Page 4

## SANTÉ PUBLIQUE

### Lancement de la troisième campagne de vaccination contre la rougeole



Un enfant en consultation chez un médecin

La rougeole est devenue presque une endémie dans certaines provinces de la République démocratique du Congo. C'est pour tenter tant soit peu de la contrer que le ministère de la Santé, grâce à l'appui de ses partenaires, va lancer la campagne de vaccination contre cette maladie dans les provinces concernées. Il s'agit de la troisième initia-

tive du genre intervenue courant cette année. Vingt-quatre zones de santé réparties dans les provinces de l'Équateur, Mongala, Kwilu, Kwango, Mai-Ndombe et Kasai oriental sont concernées par l'opération qui cible huit cent vingt-cinq mille enfants âgés de 5 à 6 ans et va durer neuf jours, soit du 24 septembre au 1er octobre.

Page 3

## ÉDITORIAL

## Hommage

Il avait dirigé la France pendant douze ans après avoir accompli un long parcours politique mais sans jamais oublier sa région d'origine, la Corrèze, et avoir présidé aux destinées des Parisiens près de deux décennies durant. Ouvert sur le vaste monde, il avait une passion particulière pour l'Afrique qui ne s'est jamais démentie et qui lui avait permis, alors qu'il occupait le Palais de l'Élysée, de nouer avec les dirigeants du continent, notamment en Afrique centrale, des relations étroites, confiantes, respectueuses qui resserraient fortement les liens de son pays avec cette partie du monde.

Son décès hier, au terme d'un long et pénible parcours médical provoqué par un accident vasculaire cérébral subi en 2005, a d'ores et déjà fortement marqué les esprits. S'il était depuis longtemps prévisible, il a suscité sur notre continent une émotion, une tristesse générale qui témoignent non seulement du respect mais aussi et surtout de l'amitié que lui portaient toujours les plus hauts responsables africains. Et l'on peut être certain que nombre d'entre eux, à commencer par le président Denis Sassou N'Guesso, viendront s'incliner devant ses restes mortels dans les heures et les jours à venir.

Intimement convaincu que la France ne peut se désintéresser des cinq continents où elle avait construit sa grandeur à l'époque coloniale face aux puissants Etats européens qui l'entouraient, Jacques Chirac ne s'était pas contenté d'agir sur le plan stratégique, diplomatique, économique ou financier. Il avait compris que la culture, l'art, les traditions constituant le véritable socle des sociétés du Tiers-monde, la France devait s'engager au côté des Etats afin de protéger ce capital unique. Et c'est ainsi qu'il avait créé, en plein cœur de Paris, le Musée des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie, des Amériques inauguré en 2006, qui porte aujourd'hui son nom.

Alors qu'il nous quitte et gagne un univers dont nous ignorons tout mais dans lequel nous le retrouverons un jour, ce n'est que justice de lui rendre ici hommage. Avec l'espoir que ses successeurs suivront la voie qu'il a tracée et que, par conséquent, la France s'emploiera plus que jamais à soutenir les peuples africains dans leur longue marche vers le développement en les aidant tout particulièrement à préserver les legs d'un passé qui fut aussi riche que fécond.

Le Courrier de Kinshasa

## FÉLIX TSHISEKEDI À L'ONU

## « La RDC a encore besoin de la Monusco »

S'exprimant le 26 septembre à l'occasion de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies, le président de la République a affirmé que son pays avait encore besoin de la mission onusienne pour son processus de rétablissement de la paix.



Félix Tshisekedi à la tribune de l'Onu

Très attendu, le discours de Félix Tshisekedi à la tribune de l'ONU, à la faveur de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, a tenu ses promesses. Le chef de l'Etat congolais a saisi cette occasion pour livrer sa perception du développement de son pays qui constitue un des enjeux majeurs de son quinquennat. Ses priorités sociales, a-t-il rappelé, gravitent autour de la gratuité de l'enseignement de base (8 à 20% budget Etat), d'une meilleure adéquation formation-emploi, de la couverture santé universelle (avec plus de huit millions supplémentaires des Congolais à y avoir accès à fin 2020) et du Plan national du numérique, permettant un progrès rapide dans la lutte contre la corruption. Pour réaliser ce rêve d'émergence et permettre « de rattraper le retard de la RDC dans l'accomplissement des OMD », le président de la République a annoncé la création d'une campagne de développement communautaire, pilotée par lui-même. Une campagne à financer par l'ensemble des partenaires internationaux et qui permettra notamment un accès plus élargi aux besoins sociaux de base pour favoriser le développement du capital humain. Cette perspective de développe-

ment ne peut être atteinte sans la paix, la stabilité et la sécurité vers lesquelles Félix Tshisekedi concentre ses énergies, convaincu que le décollage socioéconomique de la République démocratique du Congo (RDC) procède de sa maîtrise de ces défis majeurs. Le chef de l'Etat a rappelé que depuis son avènement à la tête du pays, il ne ménage aucun effort pour relever ces défis tout en prenant en compte toute leur dimension régionale et internationale. C'est ici que l'apport de la Monusco dont il continue de plaider le maintien s'avère déterminant. « La RDC a encore besoin de la Monusco, mais d'une Monusco non pléthorique, bien équipée, forte et dotée d'un mandat adapté à l'image de la brigade d'intervention rapide, qui avait jadis aidé à mettre en déroute, le mouvement rebelle de M23 », a-t-il nuancé. La RDC reconnaissante de l'apport de la communauté internationale. Dans le même ordre d'idées, Félix Tshisekedi a insisté sur la nécessité de réadapter la configuration de la Monusco à l'évolution de la situation sur le terrain, en concentrant davantage les efforts sur les capacités d'intervention opérationnelles des forces onusiennes aux côtés des Forces armées de la

RDC. L'occasion lui a été, par ailleurs, donnée d'exprimer au nom des Congolais, toute la reconnaissance de la RDC aux efforts fournis par la communauté universelle pour aider le pays à surmonter les différentes épreuves auxquelles il était confronté. « Je me dois de rappeler la relation particulière que notre organisation entretient avec mon pays. Cette relation suscite en moi un sentiment de reconnaissance. En effet, la RDC a souvent été au centre des préoccupations des Nations unies suite aux nombreuses crises qu'elle a traversées depuis son accession à l'indépendance », a déclaré Félix Tshisekedi. En sus de cela, il a plaidé pour une meilleure représentativité de l'Afrique au Conseil de sécurité où elle a des difficultés à faire entendre sa voix. A cela s'ajoutent les financements nécessaires dont elle a besoin pour booster son développement. Il est impérieux, a noté Félix Tshisekedi, de mettre à disposition de l'Afrique, « pivot du développement durable » avec 47% des forêts en RDC, « des moyens pour son développement, à concilier avec sa volonté de préservation de son patrimoine naturel ».

Alain Diasso

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués :  
Roger Ngombé, Christian Brice Eliot  
Service Société : Rominique Nerplat  
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,  
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,  
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,  
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : 06 700 09 00  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## SANTÉ PUBLIQUE

## Lancement de la troisième campagne de vaccination contre la rougeole

Vingt-quatre zones de santé réparties dans les provinces de l'Équateur, Mongala, Kwilu, Kwango, Mai-Ndombe et Kasai oriental sont concernées par l'opération qui cible huit cent vingt-cinq mille enfants âgés de 5 à 6 ans et va durer neuf jours, soit du 24 septembre au 1er octobre.



La rougeole affecte plus les enfants de moins 5 ans

La rougeole est devenue presque une endémie dans certaines provinces de la République démocratique du Congo (RDC). C'est pour tenter tant soit peu de la contrer que le ministère de la Santé, grâce à l'appui des partenaires dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Médecins

sans frontières, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), va lancer la campagne de vaccination contre cette maladie dans les provinces concernées, la troisième du genre courant cette année.

Dans chacune des vingt-six provinces du pays, des cas de rougeole ont été en-

registrés depuis que cette épidémie a été déclarée par

le ministère de la Santé, le 10 juin dernier. Au 17 septembre, indique un communiqué de l'OMS, 183 837 cas suspects dont 5 989 confirmés ont été notifiés dans 192 des 519 zones de santé du pays. 3 667 décès dus à cette maladie infantile ont été rapportés.

Le Dr Deo Nshimirimana, représentant par intérim de l'OMS en RDC, a reconnu que le pays connaît cette situation préoccupante car beaucoup d'enfants ont manqué la vaccination de routine. « Le pays compte maintenant de grands groupes d'enfants qui doivent être vaccinés. L'OMS et ses par-

tenaires collaborent étroitement avec le ministère de la Santé afin d'agir le plus rapidement possible pour les atteindre », a-t-il déclaré.

La troisième campagne de vaccination financée par l'OMS au cours de cette année porte à plus de quatre millions le nombre total d'enfants âgés de 5 à 6 ans immunisés grâce aux activités de vaccination d'urgence dans au moins cent vingt-et-une des cent quatre-vingt-douze zones de santé touchées.

Pour rappel, l'OMS, Médecins sans frontières, l'Unicef et le gouvernement de la RDC ont fourni des vaccins et d'autres intrants essentiels pour la campagne, avec un financement de deux millions et demi de dollars américains du Fonds mutualisé pour l'action humanitaire des Nations unies.

Blandine Lusimana

« Le pays compte maintenant de grands groupes d'enfants qui doivent être vaccinés... »

## FRANCE

## L'exposition «The rumble in the jungle» prévue à Aubervilliers

L'événement n'est autre que la découverte des documents du légendaire combat du siècle qui a opposé Muhammad Ali à George Foreman, à Kinshasa, le 30 octobre 1974.

«The rumble in the jungle» rassemblera des documents et œuvres d'époque mais aussi des créations originales réalisées spécialement par des artistes contemporains français et africains. La plupart des œuvres seront mises en vente. L'événement est organisé par le label B'ZZ et par l'entreprise d'ingénierie culturelle Arroi. En outre, expliquent les organisateurs, « The rumble in the jungle » rassemble des œuvres d'art contemporain et propose des événements ainsi que des rencontres en lien avec la boxe. « La boxe et la littérature se rejoignent à cette occasion au cœur du boxing beats d'Aubervilliers pour offrir un autre regard sur cet univers », indiquent-ils.

Le lancement, selon les organisateurs, se déroulera du 23 au 27 octobre au boxing beats d'Aubervilliers, qui a fait naître de grands cham-

pions et championnes dont Sarah Ourahmoune, vice-Championne olympique 2016, la plus médaillée des boxeuses françaises. Ce centre d'entraînement, apprend-on, est resté dans son jus, les murs conservent la mémoire de l'histoire, provoquent une authentique expérience et déploient une imagerie transgénérationnelle avec le sentiment d'être « dans la place ».

L'exposition va se dérouler tout le mois de novembre au boxing beats avant d'être déployée dans d'autres lieux, centres d'entraînement, espaces culturels, entreprises, selon l'engagement que les commanditaires souhaitent développer pour capitaliser l'événement, adhérer à ces valeurs, fédérer les équipes, la population, ancrer une démarche sociétale, artistique et politique ». « Une



Le combat Mohammad Ali et George Foreman

exposition mémorable qui stimule le lien social, déploie des valeurs pérennes et révèle la force de l'engagement », fait-on savoir.

Le 30 octobre 1974, rappelons-le, s'est tenu au Zaïre

(République démocratique du Congo aujourd'hui), à Kinshasa, le plus grand combat de l'histoire de la boxe. George Foreman, jeune champion du monde sûr de sa puissance et fort de ses précédentes vic-

toires (quarante combats dont trente-sept par KO), rencontrait un Mohammad Ali vieillissant mais idolâtré par tout un continent pour ses prises de position politiques.

Patrick Ndongidi

## MUSIQUE

## Koffi Olomide s'embrouille avec la censure

Le prochain album de l'artiste musicien qu'attendent ses fans ploie présentement sous le spectre de la censure. Huit titres composant cet opus ont été déclarés impropres à la consommation par la commission de censure et des spectacles.

L'organe de la loi parle « d'atteinte aux bonnes mœurs » pour justifier l'interdiction du prochain album de Koffi Olomide, sans toutefois éclairer la lanterne de l'opinion sur le contenu litigieux incriminé. Dans la foulée, la commission a lancé une série de convocations au chanteur pour qu'il soit entendu à ce sujet. Sans succès. Faisant fi de ces convocations, la star s'est comportée comme si de rien n'était, se permettant quelques sorties médiatiques pour s'en prendre à la structure étatique qui, d'après lui, n'avait aucune raison d'exister dans un Etat dit démocratique.

Qualifiant d'abus de pouvoir la censure de ses chansons, le « roi du Tshatsho » était visiblement prêt à actionner ses relations en haut lieu pour obtenir gain de cause dans



Koffi Olomide

ce bras de fer engagé, malgré lui, avec la très controversée commission de censure.

C'était peut-être la goutte d'eau qui a débordé le vase. Car, au lendemain de sa prestation sur « Kin 24 », il reçut, dans sa villa de Mont Fleury, à Kinshasa, la visite impromptue des agents de la police munis d'un mandat d'arrêt. Pour une interpellation, la descente, le 25 septembre, d'une dizaine d'agents de la

police judiciaire à son domicile, avait tout l'air d'un « règlement de compte » eu égard à la violence qui l'a caractérisé. « Ils l'ont brutalisé et humilié. Pire, ils ont filmé et balancé des images sur les réseaux sociaux pour l'humilier », dit l'avocat de la star congolaise, Me Tony Mwaba cité par Actualités.cd.

Des témoignages concordants soutiennent, en effet, que la

manière n'y était pas dans cette arrestation qui dissimulerait des motivations inavouées, à en croire certaines langues. Quand bien même l'intéressé passe aux yeux de la police judiciaire pour un récidiviste impertinent qui refuse de se soumettre aux injonctions de la censure, cela suffisait-il pour bafouer sa dignité en l'arrêtant comme un vulgaire malfrat ? L'interrogation est sur toutes les lèvres.

Qu'à cela ne tienne. Auditionné le même jour par un magistrat instructeur sur réquisition du procureur général, le célèbre chanteur sera relaxé afin qu'il retrouve ses esprits et digère ce qui s'est passé. Dans son entourage, l'on s'étonne à juste titre que la commission de censure puisse agir seulement maintenant alors que quelques titres annonçant la sortie du fameux album sont consommés depuis

plusieurs mois déjà par les mélomanes. Cette manière de faire a toujours valu à cette structure bien des remontrances de la part des artistes-musiciens qui y voient là une stratégie à leur soutirer des sous.

En réaction à ce qui lui est arrivé, Koffi Olomide, par le biais de ses avocats, a annoncé qu'il était en passe de déposer une plainte au parquet près la Cour de cassation contre les agents de l'ordre qui l'ont interpellé « avec une brutalité d'une cruauté rare ». Ce qui a été fait ce 26 septembre. Entre-temps, le commissaire supérieur adjoint, Sylvano Kasongo, a décliné toute responsabilité du commissariat de la police de la ville province de Kinshasa dans l'interpellation du célèbre chanteur congolais. Dossier à suivre.

Alain Diasso

## INTERVIEW

## Baudouin Bikoko « Je vivais ma passion pour la photo de façon personnelle »

« Congo talatala-Congo miroir » est l'exposition en cours à l'Institut français, ouverte depuis le 5 septembre pour prendre fin le 28 septembre. Elle met en lumière une partie de la collection du photographe qui a en fait « trois facettes dans la photographie ». Dans cette interview exclusive avec Le Courrier de Kinshasa où il raconte son parcours, se découvre un artiste passionné qui s'accommode bien de la triple dimension de son travail photographique.

**Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Comment êtes-vous devenu collectionneur de photos et depuis quand avez-vous commencé à le faire ?**

**Baudouin Bikoko (B.B.) :** Il y a vingt ans, j'ai eu la chance de tomber sur un lot de négatifs d'anciens photographes de Kinshasa. Je l'ai acheté sans trop savoir ce que j'allais en faire. Les collectionner, les mettre de côté ou les vendre... ? J'ai également acheté des petites photos, des tirages d'époque de toutes sortes de gens, dames, mama moziki, musiciens, etc. C'était pour mon plaisir, ma passion personnelle car j'ai deux facettes, je dirais même trois, dans la photographie. J'ai commencé par collectionner des photos et cela m'a donné envie de faire des photos, puis je suis devenu animateur de télévision. J'exploite la photo comme support pour nous relater l'actualité d'hier, l'histoire donc, mais aussi pour mettre en exergue la beauté de l'œuvre photographique. Je donne un coup de pouce aux jeunes photographes, je montre leurs photos et parle de leur démarche photographique.

**L.C.K. : La majorité des photos de l'exposition est en noir et blanc. Y a-t-il une raison à cela ?**

**B.B. :** Oui ! J'aime les photos en noir et blanc. Devant elles, j'ai les jambes coupées, le souffle court, je suis fou de tout ce qui est en noir et blanc. Mais, paradoxalement,

je n'aime pas en faire car je pense que je ne serai pas à la hauteur. Je trouve que la photo en couleur est beaucoup plus facile à faire que celle en noir et blanc.

**L.C.K. : Comment de collectionneur êtes-vous devenu photographe ?**

**B.B. :** Lors d'un entretien, le photographe Simon Tshamala me conseille de faire des photos. Il me promet de m'apprendre les rudiments de la photographie. C'est alors que je commence à faire mes photos. En fait, tout a commencé avec une difficulté qui a surgi un jour : je voulais qu'il me fasse une certaine photo dont j'avais l'idée en tête. Mais quand je lui en parlais, il n'arrivait pas à la réaliser comme je l'attendais. Alors il m'a dit : Mais, fais-la toi-même cette photo ! C'est ainsi qu'il m'a appris à tenir un appareil photo et depuis là, je fais des photos.

**L.C.K. : Vos premières expositions étaient à domicile. Pourriez-vous nous dire dans quelles circonstances vous les aviez organisées ?**

**B.B. :** Je vivais ma passion pour la photo de façon personnelle, intime. Puis, je me suis dit un jour que je pouvais me hasarder à montrer mes photos, partager ma passion avec d'autres personnes. Je me suis décidé d'organiser des expositions à domicile, à Kasa-Vubu. Curieusement, j'ai reçu du monde, un pu-



Le collectionneur, photographe et animateur télé, Baudouin Bikoko, au vernissage de l'exposition «Congo talatala-Congo miroir»

blic composé des gens du quartier, des écoles, des diplomates, etc. J'ai même invité certains artistes plasticiens à qui j'ai offert un espace de travail, j'avais une grande maison avec une cour à l'arrière. Et donc, les gens ont afflué à la première édition tenue en 2006, je me demande bien ce qu'ils y trouvaient de si merveilleux... Cela a pour effet de m'encourager surtout que TV5 et RFI étaient présentes. Je pense que l'aventure vaut la peine d'être poursuivie de sorte qu'en 2007 je récidive. Mais cette fois, je fais un focus sur des photos de femmes et je l'intitule « Zoom sur la femme congolaise ». Sur les photos, l'on voit des femmes au travail en train de boire un verre dans un bistrot. Et rebelote, c'est une fois de plus un succès.

**L.C.K. : En tant que photographe, vous avez une sorte de signature, dira-t-on. Pourriez-vous nous dire ce qu'il en est au juste ?**

**B.B. :** Quand je me suis mis à la photographie, j'ai voulu faire une photo singulière, qui m'appartienne. Aujourd'hui, je me dis bien que si je fais ces photos-là, c'est parce qu'inconsciemment je voulais me faire remarquer. Je me devais donc de ne pas faire comme tout le monde car avec les milliers de photographes qui existent dans le monde, quand saurait-on que je fais des photos moi aussi ? Pour cela, il me fallait faire une photo particulière qui serait identifiée à ma personne. C'est ainsi que j'en suis arrivé à ce genre de photos-là, prendre des images de Kinshasa à travers le rétroviseur d'une voiture. Cela

m'a conduit à voyager pour une première exposition à la première édition de Picha à Lubumbashi. Quand j'en suis revenu, j'ai reçu une invitation à participer au Festival panafricain d'Alger et j'ai exposé à la Halle en 2011. J'ai été associé à l'exposition « Frontières » de photographes venus des Rencontres de Bamako, la biennale africaine de la photo. Du fait que mes photos avec leurs ombres, couleurs et lumières offrent une juxtaposition du passé et du présent, l'on a trouvé que cela constituait aussi des frontières. Ainsi l'exposition de Kinshasa a-t-elle été baptisée « Frontières/ Ombres, couleurs et lumières ». J'ai ensuite été en France et en Suisse.

Propos recueillis par Nioni Masela

## PAIX ET SÉCURITÉ

## Le mandat de la Monusco à réajuster

Reconfigurer la mission onusienne en République démocratique du Congo (RDC), en accroissant son efficacité pour qu'elle participe effectivement et efficacement à la nouvelle dynamique de recherche de la paix, tel est le vœu exprimé, le 25 septembre, par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, au cours d'une réunion du Groupe de contact international des parties prenantes à l'Accord cadre d'Addis-Abeba, tenue en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York.

La 74<sup>es</sup> session de l'Assemblée ordinaire de l'ONU offre une belle opportunité pour parler de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (Monusco) et de son avenir. Le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, qui prend part à ce forum international, est longuement revenu sur cette problématique le 25 septembre alors qu'il intervenait dans le cadre d'une réunion du Groupe de contact international des parties prenantes à l'Accord cadre d'Addis-Abeba, présidée par la Belgique et le Congo Brazzaville sur la

sécurité dans la région des Grands Lacs.

Les délégués ont pu évaluer la mise en œuvre du processus et réengager les parties prenantes pour une nouvelle impulsion dans la concrétisation dudit accord afin de restaurer la paix et la sécurité dans la sous-région des Grands Lacs. « Je juge prématuré le retrait de la Monusco qui n'a toutefois pas vocation à perdurer dans mon pays ni à se substituer à l'État », a indiqué le chef de l'Etat congolais au cours de cette rencontre tenue en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. « Je travaille inlassa-

blement pour remédier durablement à la préoccupante situation sécuritaire qui perdure et c'est dans ce sens que j'ai tenu à redynamiser le mécanisme de suivi de l'Accord cadre d'Addis-Abeba », a-t-il assuré.

Pour le président de la République, la Monusco doit être reconfigurée en accroissant son efficacité afin d'adapter son mandat aux besoins sécuritaires des Congolais.

« Bien que je souscrive au renouvellement du mandat de la Monusco, je pense qu'un réajustement dudit mandat s'impose pour que cette dernière participe effectivement et efficacement à

la nouvelle dynamique de recherche de la paix que j'ai lancée », a ajouté Félix Tshisekedi.

Renforcer les capacités opérationnelles de la Brigade d'intervention rapide et s'ouvrir à des nouvelles perspectives de coopération régionale, tels sont, de l'avis du président congolais, les deux piliers sur lesquels devra reposer la réforme envisagée de la Monusco pour répondre efficacement à l'impératif sécuritaire de la RDC.

« Outre les opérations militaires, la Monusco devrait devenir un moyen catalytique d'incitation de la

paix à travers le lancement de nouveaux chantiers dans son champ d'action à élargir à juste titre », a renchéri le chef de l'Etat.

Félix Tshisekedi va plus loin jusqu'à proposer que l'instance onusienne puisse se muer en un centre de coordination des opérations de maintien de la paix en Afrique et devenir le siège des instances politiques de l'ONU dans la région des Grands Lacs.

A noter que la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU et cheffe de la Monusco, Leila Zerrougui, a aussi pris part à cette réunion.

Alain Diasso

## ASSAINISSEMENT

## Le lancement de l'opération «Kin bopeto» reporté au 19 octobre

L'absence du chef de l'Etat du pays est la principale raison qui a motivé le décalage de trois semaines décidé par l'autorité urbaine de la capitale congolaise.



Du matériel destiné à l'opération Kin bopeto/Adiac

Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a annoncé, le 25 septembre, le report au 19 août du lancement de l'opération « Kin Bopeto », au cours d'une rencontre tenue au Jardin botanique avec les chefs de quartier et d'avenue. Le report de cette opération initialement prévue pour ce 28 septembre est justifié par l'absence du président de la République. « Le chef de l'État tient à participer personnellement aux travaux de lancement de cette opération. Il va retrouver les manches pour tenir la pelle. Il était en mission en Europe et est maintenant aux États-Unis d'Amérique. Il ne pourra donc pas être disponible avant le

5 octobre. C'est ainsi que nous avons jugé bon de reporter le lancement de notre opération Kinshasa Bopeto et nous le ferons le 19 octobre », a expliqué Gentiny Ngobila.

## Des chefs de quartier et de rue sensibilisés

Cette rencontre avait pour objectif principal de sensibiliser les chefs de quartier et de rue à la notion de propreté de l'environnement dans lequel ils vivent. Le gouverneur les a appelés au changement de mentalité, leur demandant de vaincre les défis liés à l'insalubrité qui a pour conséquences le bouchage des caniveaux et des inondations exposant la population aux différentes

maladies.

Ces responsables ont, par ailleurs, été dotés d'outils pour des travaux d'assainissement dans leurs entités respectives. Il s'agit des mégaphones pour la sensibilisation, des râtaux, des bêches et combinaisons de travail. Par ailleurs, au sujet de la nuisance sonore provoquée par les bars et les églises, le gouverneur a instruit ses interlocuteurs à veiller au respect des mesures prises sur cet aspect spécifique.

Rappelons que l'autorité urbaine estime que le « Salongo hebdomadaire » doit être obligatoire tous les derniers samedis du mois. A l'en croire, les quartiers les plus propres de chaque commune seront primés dans le cadre de cette opération.

Lucien Dianzenza

## MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## Un partenariat en vue avec le groupe Shelter-Afrique

Déterminé à faire de son secteur un moteur de développement, le ministre de tutelle, Aggée Aje Matembo Toto, a échangé avec le représentant régional du groupe Shelter, Edmond Adjikpe, sur la possibilité de nouer un partenariat gagnant-gagnant dans un futur proche.

Les deux personnalités ont évoqué les sujets relatifs au renforcement des relations entre la République démocratique du Congo et Shelter-Afrique pour la promotion de logements dont le pays pourrait davantage bénéficier de la part de cette compagnie panafricaine.

Tout en saluant cette firme panafricaine qui tient à l'accompagner dans la matérialisation de sa vision, le ministre de l'Aménagement du territoire reste convaincu que son secteur est porteur de développement. « Pour moi, ce secteur, c'est un secteur-guide. Nous avons la vision de le rendre compréhensible et le valoriser », a-t-il promis.

Pour sa part, le représentant régional pour l'Afrique de l'ouest et du centre de Shelter a salué la réceptivité dont a fait montre le ministre Aggée Aje Matembo. « Le ministre s'est montré réceptif.

Son dynamisme et sa volonté sur les questions liées à l'aménagement du territoire sont des atouts importants qui vont concourir à la mise en œuvre de ce partenariat... », a-t-il reconnu, après avoir souligné: « L'aménagement du territoire, c'est la porte d'entrée pour nous en RDC. Nous avons une exper-



Le représentant de Shelter reçu par le ministre de l'Aménagement du territoire.tiff

tise dans l'assistance technique sur les questions du secteur, mais on peut aussi apporter le financement dans certains projets y afférents».

Blandine Lusimana

## SANTÉ PUBLIQUE

## Vers la création d'un fonds dédié à la drépanocytose

Au cours d'une table ronde sur la maladie organisée le 24 septembre, à New York, l'Initiative mondiale pour le développement (IGD) que dirige Leila Ndiaye ainsi que d'autres premières dames d'Afrique ont approuvé la proposition faite par l'épouse du chef de l'Etat congolais, Antoinette Sassou N'Guesso, lors de la 69<sup>e</sup> session du comité régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), tenue récemment à Brazzaville.

La rencontre a eu pour objectif de mettre à la disposition du public de plus amples informations et de rechercher des solutions pour combattre la drépanocytose. Elle a connu la participation de Brett P. Giroir, un pédiatre américain, un amiral quatre étoiles du Corps de la Commission du service de santé publique des États-Unis qui occupe actuellement le poste de secrétaire adjoint à la Santé. Plusieurs autres personnalités américaines, dont Kévin William et le Pr Taylor, sont venues apporter leur contribution dans la recherche des stratégies de lutte contre cette maladie génétique.

À cet effet, la première dame du Congo a pris la parole pour réitérer son idée de créer un fonds national fondé « sur des financements innovants », afin d'assurer l'accès des avancées thérapeutiques issues de la recherche. Antoinette Sassou N'Guesso a, en outre, rappelé le combat qu'elle a eu à mener dans le monde entier, pendant des années, pour sortir la drépanocytose de l'anonymat. Un combat qui a abouti, a-t-elle indiqué, à la construction dans son pays d'un

centre national de référence de la drépanocytose qui porte son nom. Intervenant pour le compte du Congo, le directeur général de ce centre, le Pr Alexis Elira Dokekias,

#### Une idée soutenue par les premières dames d'Afrique

Denise Nyakeru Tshisekedi de la République démocratique du Congo (RDC) et Aminata Maiga

à une société congolaise dynamique où la femme sera libre, forte, valorisée et apportera du progrès et de grandes innovations autour des valeurs de tra-

cytose, la sensibilisation au niveau national et institutionnel, la mobilisation de principaux acteurs à travers des campagnes de sensibilisation à la maladie et ses complications, le dépistage systématique pour les femmes enceintes et les nouveau-nés. Font également partie de son agenda, la formation continue du personnel technique, l'évolution du cadre juridique, notamment pour une gratuité du dépistage, etc.

En ce qui concerne l'amélioration de la prise en charge de la drépanocytose, Denise Nyakeru Tshisekedi a plaidé pour la construction d'un centre de coordination de la drépanocytose. En outre, la première dame de la RDC a lancé un appel à une synergie d'action et d'expérience pour mettre fin à la maladie. À l'issue de la rencontre, l'IGD, en collaboration avec Chevron et d'autres partenaires, s'est engagée à travailler avec les premières dames d'Afrique, en vue d'améliorer la prise en charge de la drépanocytose, de mutualiser les efforts et parvenir à des résultats probants.

Yvette Reine Nzaba



Les premières dames d'Afrique et les partenaires lors de la table ronde

a souligné la nécessité de faire que cette maladie soit prise en charge. Une vision qui ne pourra être concrétisée qu'à travers la formation et l'information. Pour lui, beaucoup reste encore à faire. S'agissant des progrès réalisés ces dernières années au Congo, il pense que des avancées significatives ont été enregistrées surtout chez les adultes.

Keita du Mali ont également pris la parole pour expliquer le combat qu'elles mènent dans leur pays respectif concernant la lutte contre la drépanocytose. Parlant de son pays la RDC, Denise Tshisekedi a soutenu l'idée de la création d'un fonds dédié à la lutte contre la drépanocytose proposée par sa sœur, Antoinette Sassou N'Guesso. En tant que première dame, elle a dit que sa mission est de « contribuer

à la réalisation de cette mission, de persévérance ».

Pour réaliser cette mission, Denise Nyakeru Tshisekedi a mis en place une fondation qui porte son nom, et dont l'objectif est la lutte contre les cancers gynécologiques, la mortalité maternelle, infantile ainsi que la drépanocytose. Son plaidoyer s'articule autour de la prévention et l'amélioration de la prise en charge de la drépano-

## L'Onusida disposée à travailler avec les premières dames d'Afrique

La représentante de l'agence onusienne à Addis-Abeba, Clémence Assatou Baré, s'est entretenue, le 25 septembre, à New-York, avec la présidente de l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement (Opdad), Antoinette Sassou N'Guesso.

Le Dr Clémence Assatou Baré, porteuse d'un message de l'Onusida, est venue féliciter Antoinette Sassou N'Guesso pour son élection à la tête de l'Opdad et lui témoigner son soutien, rappelant que cette agence onusienne a été le premier soutien de l'organisation des premières dames d'Afrique. « Nous serons toujours à ses côtés pour veiller à ce que l'Opdad soit sur la bonne voie et continue à relever les défis que nous avons en Afrique. Nous sommes sûrs que la première dame du Congo est capable de les relever parce qu'elle a de la volonté, de l'abnégation et du courage. En plus, Antoinette Sassou N'Guesso est l'une des pionnières engagées dans cette association, et elle a su garder la lutte contre le VIH au haut niveau des priorités depuis des décennies sur le continent », a déclaré la direc-

trice du bureau de liaison auprès de l'Union africaine et de la CEA. « L'objectif initial était de lutter contre le sida, et puis, petit à petit, cette association a montré des résultats palpables. L'organisation a évolué et elle embrasse actuellement des thèmes plus larges que le sida, la santé, car elle va jusqu'au développement. Donc, nous nous félicitons de cette nouvelle orientation de l'Opdad », a affirmé la représentante.

Pour elle, les premières dames sont mieux placées pour faire le plaidoyer dans la lutte contre le sida. « Il faut que les programmes soient prolongés dans la durée pour maintenir les acquis. Nous croyons en cette association et le fait que c'est Mme Antoinette Sassou N'Guesso qui la dirige nous rend très heureux ».

Maintenant que l'Opdad a un



Antoinette Sassou N'Guesso échangeant avec la représentante de l'Onusida

L'Onusida a été créée en 1996 pour coordonner les actions de huit agences des Nations unies spécialisées dans la lutte contre le VIH/Sida, à savoir : le Pnud, l'Unicef, le Fnuap, l'OMS, l'Unesco et la Banque Mondiale, le Pnucid (depuis 1999) et l'Oit (depuis 2001).

Reposant sur un partenariat public-privé, l'Onusida est, en fait, quasi exclusivement financé par des gouvernements, les États-Unis apportant à eux seuls une contribution à hauteur de 26 à 30% des ressources.

On ne peut prétendre combattre efficacement le VIH/SIDA en ne s'attaquant seulement qu'à l'aspect médical. La mission de l'ONUSIDA en tant que principal défenseur de l'action mondiale contre le VIH/SIDA est donc de prévenir la transmission et la propagation du VIH ; d'apporter soins et soutien aux personnes infectées par la maladie ; de réduire la vulnérabilité des individus et communautés face à cette pandémie ; d'atténuer l'impact humain et socio-économique de la maladie.

nouveau plan stratégique, avec des axes d'orientation, le Dr Clémence Assatou Baré pense que la priorité de l'organisation onusienne est de faire en sorte que les premières dames gardent les actions sur le VIH/sida, « que leur plaidoyer soit fort auprès de leurs époux, du gouvernement, des parlementaires et de nouveaux messages auprès des jeunes afin qu'ils continuent à croire et à savoir que la prévention est inévitable ».

Le VIH, selon elle, « est toujours présent, même s'il y a des traitements. La maladie continue d'arracher la vie des jeunes en Afrique. D'où, la nécessité d'un plaidoyer sur ces questions », ajoutant : « Donc, nous comptons sur les premières dames pour faire en sorte que de nouvelles ressources soient mobilisées au niveau national et international afin de continuer à faire face à ce défi ».

Y.R.Nz.

## FRANCE

# Jacques Chirac « l'Africain » s'est éteint

L'ancien président de la République française a rendu l'âme, le 26 septembre, à l'âge de 86 ans. Retour sur le parcours d'un homme qui a consacré plus de quarante ans de sa vie à la politique.

« Le président Jacques Chirac s'est éteint ce matin au milieu des siens. Paisiblement », a déclaré à l'AFP, Frédéric Salat-Baroux, époux de Claude Chirac. À l'annonce de ce décès, l'Assemblée nationale et le Sénat français ont aussitôt observé une minute de silence.

Malade, souffrant de troubles de la mémoire, hospitalisé à de nombreuses reprises, Jacques Chirac gardait dans l'opinion publique – dans l'Hexagone comme en Afrique – l'image d'un chef d'État populaire qui savait rester proche des gens.

Sa carrière politique, de la mairie de Paris au Rassemblement pour la République en passant par Matignon et l'Élysée, a su marquer les esprits. Avec plus de quarante années en politique, dont douze au sommet de l'État, Jacques Chirac laisse derrière lui le souvenir d'une relation particulièrement riche avec l'Afrique.

Présent dans les arcanes du pouvoir, l'homme a tout connu, y compris les réseaux franco-africains hérités de Jacques Foccart. « Il a assumé d'une manière absolument sincère ce que l'on appelait la Françafrique, avec les rumeurs de coups tordus, de coups d'État orchestrés depuis l'Élysée, l'affaire des mallettes d'argent qui circulaient entre les palais africains et l'Élysée », explique l'historien et journaliste Francis Laloupe.

Proche d'Omar Bongo, d'Eyadéma Gnassingbé ou encore de Denis Sassou N'Guesso, Jacques Chirac a rendu plus vivantes les relations entre la France et l'Afrique, échappant aux accusations de financement frauduleux de ses campagnes politiques ou d'implication dans des ventes



Jacques Chirac lors de la réception du Président Denis Sassou N'Guesso à l'Élysée en 2006 (L. Blevenec © Service photographique de la Présidence de la République)

frauduleuses d'armes à l'Angola. Quand la stabilité du continent ou les intérêts des entreprises françaises étaient menacés, les grands principes démocratiques passaient alors au second plan.

« L'Africain » ! Aucun de ses prédécesseurs n'a eu droit à un tel surnom. Pendant sa présidence, Jacques Chirac a visité près de quarante pays sur le continent. Il aura tissé des liens très étroits avec l'Afrique, dont il se disait l'un des plus fervents avocats. Lutte contre le paludisme et le sida, annulation de la dette..., la France de Jacques Chirac plaidait en faveur de ses anciennes colonies devant le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. Elle bénéficiait en retour de leur soutien diplomatique.

Dans l'ombre, Jacques Chirac

s'entoure de Jacques Foccart, conseiller aux affaires africaines du Général de Gaulle. Il enverra aussi l'armée française sauver des régimes « amis » en Centrafrique en 1996 ou au Tchad en 2006. Mais en pleine guerre civile ivoirienne, la médiation française est un échec en 2003. Quand Jacques Chirac fait ses adieux aux Africains en 2007, sa vision fait long feu. L'influence de Paris s'effrite. Les relations entre la France et le continent entrent dans une nouvelle ère.

## « Le bulldozer »

Jacques Chirac est né le 29 novembre 1932 dans le cinquième arrondissement de Paris, de parents corréziens. Enfant unique après le décès de sa sœur, le jeune Chirac fait d'abord ses études en

Corrèze, puis à Paris, notamment au lycée Louis-le-Grand où il obtient son baccalauréat en 1950. Il y fait sa première année de classe préparatoire et intègre Sciences Po Paris en septembre 1951. Il milite alors dans la mouvance du Parti communiste et vend le quotidien « L'Humanité ». Il a signé, en 1950, l'appel de Stockholm, d'inspiration communiste, contre l'armement nucléaire.

Ambitieux, combatif, pugnace, truculent, Jacques Chirac, souvent décrit comme « un animal politique », était un homme de terrain, proche des gens. Selon un sondage publié en septembre 2016, 83% des Français disaient garder « un bon souvenir de ses mandats ».

Le 8 mai 1967, il entre dans le gouvernement de Georges Pom-

pidou, qui le surnomme « le bulldozer » en raison de son activisme. Il est nommé secrétaire d'État à l'Emploi auprès du ministre des Affaires sociales, Jean-Marcel Jeanneney. Pendant les événements de mai-68, il jouera un rôle important dans les négociations qui déboucheront sur la signature des accords de Grenelle, qui mettent fin au mouvement de grève générale.

Jacques Chirac, affaibli par un accident vasculaire cérébral survenu le 2 septembre 2005, est politiquement fragilisé. A la contestation du contrat première embauche par les lycéens et les étudiants, soutenus par les syndicats de salariés, s'ajoute le scandale de l'affaire Clearstream 2 qui touche Dominique de Villepin. Le 11 mars 2007, Jacques Chirac annonce qu'il ne sera pas candidat à un troisième mandat.

Après son départ, malgré un bilan économique et social mitigé, Jacques Chirac devient la personnalité politique préférée des Français. Mais les affaires le rattrapent. En 2009, il est mis en examen dans le second volet des emplois fictifs de la mairie de Paris. Diminué par son attaque cérébrale, ses avocats indiquent, en septembre 2011, qu'il n'est pas en capacité d'assister à son procès. Le 15 décembre, il est condamné par la justice. C'est une première dans l'histoire de la République. Malgré cette condamnation, qui ternit l'image du président, la carrière politique de Jacques Chirac restera comme l'une des plus exceptionnelles de la Ve République. Après son départ de l'Élysée, il se consacre à la fondation qui porte son nom, lancée en juin 2008 au musée du quai Branly.

Josiane Mambou Loukoula

## LE QUAI BRANLY

## Le legs de Jacques Chirac pour la diversité des cultures

Passionné par les arts premiers et les civilisations lointaines, l'ancien président français a voulu et porté le Musée du Quai Branly, à Paris, pour défendre les cultures et les peuples menacés par la mondialisation.

Réalisation culturelle majeure de sa présidence, le musée - rebaptisé pour ses dix ans en juin 2016 « Quai Branly-Jacques-Chirac » - a permis à Jacques Chirac de s'inscrire dans la lignée de ses prédécesseurs Georges Pompidou (Centre Pompidou), Valéry Giscard d'Estaing (musée d'Orsay) et François Mitterrand (le Grand Louvre).

Mais il a surtout voulu rendre « justice à l'infinie diversité des cultures » et des peuples, comme il l'a affirmé en inaugurant le musée installé en bord de Seine dans un bâtiment conçu par l'architecte Jean Nouvel. Lancé dès son installation à l'Élysée en 1995, le projet architectural et muséographique du Quai Branly a été suivi de près à toutes ses étapes par Jacques Chirac, qui s'est rendu à plusieurs reprises sur un chan-

tier lui tenant « particulièrement à cœur ».

Jouant souvent avec sa fausse image de président inculte, Jacques

Chirac s'est finalement imposé avec les années comme un amoureux éclairé des arts d'Asie, d'Océanie et d'Afrique, signalant même cer-



Jacques Chirac lors de l'inauguration du Musée du Quai Branly, le 20 juin 2006 à Paris/AFP

taines pièces aux responsables du Quai Branly.

En 2017 s'est tenue une exposition intitulée « Du Jourdain au Congo, art et Christianisme en Afrique Centrale » pour découvrir le Congo chrétien depuis le 15<sup>e</sup> siècle a été proposée au public. Gabriel Kinsa, conteur congolais, s'est souvent produit dans le cadre d'expositions dédiées aux arts du Bassin du Congo. On peut également citer Les Tambours de Brazza et le chorégraphe DeLavallet Bidiefono.

« Il était nécessaire d'imaginer un lieu original qui rende justice à l'infinie diversité des cultures, un lieu qui manifeste un autre regard sur le génie des peuples et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques », avait affirmé l'ancien pré-

sident dans son discours d'inauguration.

Il s'agit aussi pour la France de rendre hommage à des « peuples brutalisés, exterminés par des conquérants avides et brutaux », des « peuples aujourd'hui encore souvent marginalisés, fragilisés, menacés par l'avancée inexorable de la modernité », avait-il ajouté. « Tel est aussi l'enjeu de ce musée. Dresser, face à l'emprise terne et menaçante de l'uniformité, la diversité infinie des cultures et des arts », avait lancé Jacques Chirac.

Le Quai Branly a franchi la barre des quinze millions de visiteurs depuis son ouverture. Le principal bâtiment domine un jardin de 18 000 m<sup>2</sup> conçu par le paysagiste Gilles Clément.

Marie Alfred Ngoma avec AFP

## LIBYE

## Khalifa Haftar dit être ouvert au dialogue avec Fayeze al-Sarraj

Avant une réunion de l'ONU sur le pays, à New York, l'homme fort de l'est libyen qui mène une offensive pour s'emparer de Tripoli, a indiqué, le 26 septembre, dans un communiqué, qu'il était prêt à discuter avec son rival, le chef du gouvernement d'union nationale (GNA), sur la crise libyenne.

« En fin de compte, il faut dialoguer et s'asseoir » autour d'une table de négociations, a indiqué Khalifa Haftar. Malgré cela, le maréchal a dit que le dialogue ne serait « pas possible tant que les groupes terroristes et les milices criminelles contrôlent (...) Tripoli », en faisant référence aux forces loyales au GNA, un gouvernement reconnu par l'ONU. L'homme fort de la Cyrénaïque a, par ailleurs, salué la réunion tenue aux Nations unies, à l'initiative de la France et de l'Italie, organisée en marge de l'Assemblée générale.

Khalifa Haftar a déclaré être prêt au dialogue alors qu'en début septembre, il avait rejeté l'appel de l'ONU à reprendre des discussions, estimant qu'une solution militaire était la plus à même de

résoudre le conflit. « La solution militaire est la meilleure solution pour restaurer la sécurité et rétablir la loi », avait déclaré son porte-parole, le général Ahmed al-Mesmari, convaincu qu'il était trop tard pour reprendre le dialogue. Il s'exprimait lors d'une conférence de presse aux Emirats arabes unis, un pays ac-

compagnant que son pays « vit une crise grave du fait d'une ingérence étrangère négative ». « Il est regrettable que d'autres pays continuent de s'immiscer » en Libye, a-t-il insisté, en citant les Emirats arabes unis, la France et l'Égypte.

Le chef du GNA a qualifié son adversaire, Khalifa Haftar, de

## « En fin de compte, il faut dialoguer et s'asseoir »

criminel assoiffé de sang », ajoutant que ce qui « l'a encouragé c'est l'appui d'États étrangers ».

« Nous le vaincrons quels que soient ses appuis », a-t-il assuré, en rejetant toute possibilité de discuter avec Khalifa Haftar. Et poursuivant son propos,

« criminel assoiffé de sang », ajoutant que ce qui « l'a encouragé c'est l'appui d'États étrangers ». « Nous le vaincrons quels que soient ses appuis », a-t-il assuré, en rejetant toute possibilité de discuter avec Khalifa Haftar. Et poursuivant son propos,

Fayeze al-Sarraj a critiqué le rôle des Emirats arabes unis, qui relaient les discours du maréchal Khalifa Haftar, la découverte de « missiles français » dans une localité libérée par ses troupes et « l'Égypte qui nous donne des leçons ».

Le maréchal Khalifa Haftar a lancé le 4 avril, avec son auto-proclamée Armée nationale libyenne, une offensive contre la capitale, siège du GNA de Fayeze al-Sarraj, afin de la purger des « groupes terroristes ».

Plusieurs analystes pensent que la crise libyenne perdure parce que certaines puissances sont accusées de mener une guerre par procuration dans le pays, plongé dans le chaos depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi après une

révolte. Parmi ces pays figurent les Emirats, l'Égypte et l'Arabie saoudite qui sont accusés de soutenir le maréchal Haftar, mais aussi le Qatar et la Turquie qui appuient le GNA de Fayeze al-Sarraj. Quant à la position des États-Unis dans ce conflit, elle reste peu claire depuis un appel téléphonique de Donald Trump au maréchal Haftar, en avril. Depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, le pays est plongé dans le chaos, avec une multitude de groupes armés et des forces politiques rivales. Les violences ont fait plus de mille morts selon l'ONU et les combats se sont enlisés au sud de Tripoli sans qu'aucune partie ne semble pouvoir l'emporter sur l'autre.

Nestor N'Gampoula

## SAHEL

## La lutte contre le terrorisme prend du recul

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé, le 25 septembre à New York, lors d'une réunion de haut niveau sur le Mali et la région, la communauté internationale à redoubler d'efforts face à l'escalade continue de la violence.

« Soyons clairs, nous sommes en train de perdre du terrain face à la violence. Nous devons redoubler d'efforts », a invité le secrétaire général, estimant que ces efforts devraient d'abord être centrés sur le front politique, la résolution du conflit malien étant essentielle à l'établissement d'une paix régionale durable. « Le dialogue politique national inclusif, lancé la semaine dernière, doit ouvrir la voie à des progrès dans la mise en œuvre de l'accord de paix. La révision constitutionnelle sera indispensable pour mettre en place des réformes décisives », a-t-il noté.

L'escalade continue de la violence au Sahel et son expansion vers les pays du golfe de Guinée restent une réalité préoccupante. « Je crains que nous n'ayons

collectivement échoué à enrayer les causes profondes de la crise – la pauvreté, les failles de gouvernance, l'impunité – qui nourrissent la montée de l'extrémisme violent. Les groupes terroristes instrumentalisent les conflits locaux et se positionnent en défenseurs des communautés », a déclaré Antonio Guterres aux participants à cette réunion tenue en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Et d'ajouter : « Tout cela est aggravé par le changement climatique. La rarefaction des ressources naturelles exacerbe les tensions. Au Nigeria, les heurts entre éleveurs et agriculteurs ont fait, l'année dernière, plus de victimes que Boko Haram ».

## Soutenir davantage la Minusma

Selon le patron de l'ONU, partout, ce sont les civils qui en paient le prix. Dans les seuls pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), le nombre de morts civils entre 2012 et 2018 a été multiplié par quatre. Plus de cinq millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, plus de quatre millions ont été déplacées, trois millions d'enfants ne sont pas scolarisés et près de deux millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire.

Au cours de cette occasion, il a également salué les actions entreprises par les autorités maliennes avec le soutien de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma) pour faire cesser les violences, protéger les civils et promouvoir la réconciliation dans le centre du

pays.

Aussi, le secrétaire général de l'ONU a jugé nécessaire de renforcer la coopération régionale et internationale. Il a, cependant, signifié que la force conjointe du G5 Sahel restait cruciale pour combattre les groupes armés extrémistes et les terroristes. Cette force, selon lui, a besoin davantage de soutien, notamment de financement.

« Je crois qu'il faut qu'on reconnaisse que la lutte contre le terrorisme menée par le G5 Sahel n'est pas seulement une question des pays du G5 Sahel ; n'est même pas seulement une question régionale ou africaine, c'est une question globale. Les forces du G5 Sahel nous protègent nous tous du terrorisme. Si ces forces n'ont pas les moyens de lutter efficacement contre le terrorisme, les menaces vont se répandre bien au-delà de la région et sont des menaces à la sécurité globale, collective de notre monde », a insisté Antonio Guterres.

En effet, le secrétaire général a également jugé nécessaire que les fonds promis pour l'assistance humanitaire au Sahel soient effectivement octroyés. « Le Sahel a besoin de l'unité et de l'engagement de tous. Beaucoup d'outils et de mécanismes sont actuellement en place. Tous sont complémentaires et méritent d'être soutenus et valorisés. Le temps presse et c'est dans un esprit de complémentarité et d'unité que nous pourrions arrêter la spirale de violence et de souffrance dans la région », a-t-il conclu.

Josiane Mambou Loukoula

## MUSIQUE SACRÉE

## L'album «Les rachetés de l'Eternel» bientôt sur le marché

Quelques chansons du maxi single, notamment «Arrières de moi» et «Rabbi contrôle» sont déjà disponibles sur les plates-formes de téléchargement. L'opus en cours de finalisation compte six titres.



Le groupe Angels Amen

« Les rachetés de l'Eternel » est le premier maxi single du groupe Angels Amen dont le responsable est Juste Kinata, connu sous le nom de M. Johnson. Il comprend les titres, «Arrières de moi», «Rabbi contrôle», «Kumama yahwe», « Change-moi », « Le pardon » et «Ame perdue» chantés en français, en anglais, en lingala et en lari.

« Sur les six chansons, nous avons fini deux et quatre sont en cours de finalisation ; nos voix ont été déjà enregistrées. Nous nous battons en cherchant les moyens de faire le tournage des clips de ces quatre chansons. Ceci n'est qu'un avant-goût pour faire connaître le groupe du public pour qu'il ne soit pas surpris lors de la sortie de cet album », a indiqué le responsable.

A travers ces chants, a dit Juste Kinata, le groupe Angels Amen montre la grandeur de l'Eternel. Ses chansons sont un mélange du rap, d'afrobeat et de la rumba y compris le gospel américain. « C'est cette diversité que nous apportons à la musique chrétienne pour faire comprendre au monde qu'avec Dieu, nous pouvons écouter toute une diversité musicale. Nous utilisons les mêmes instruments et styles musicaux que ceux qui font la musique profane. Nous chantons pour la gloire de Dieu. Nous adaptons ce style par rapport à notre base qui est le christianisme », a-t-il expliqué.

Et de poursuivre : « Dans notre groupe, nous formons une force, chacun a son appartenance religieuse. Nous sommes un canal qui ramasse et ramène les perdus dans le droit chemin et non pour plaire au monde, c'est ça notre objectif. Les jeunes qui fumaient du chanvre ne le font plus et ceux qui se prostituaient ont abandonné la prostitution ; Dieu les a tous transformés ».

Juste Kinata lance un appel de soutien auprès des gens de bonne volonté afin de subventionner l'œuvre de Dieu. Angels Amen est un groupe gospel indépendant créé en 2017 et fait de l'afro gospel.

Rosalie Bindika

**« Le Sahel a besoin de l'unité et de l'engagement de tous. Beaucoup d'outils et de mécanismes sont actuellement en place. Tous sont complémentaires et méritent d'être soutenus et valorisés. Le temps presse et c'est dans un esprit de complémentarité et d'unité que nous pourrions arrêter la spirale de violence et de souffrance dans la région »**



## TECHNOLOGIE

## Le secrétariat général du gouvernement lance la nouvelle version de son site internet

En accès libre et continu, le site ([www.sgg.cg](http://www.sgg.cg)) propose l'accès permanent à l'ensemble des Journaux officiels, éditions ordinaire ou spéciale, publiés depuis 1958 jusqu'aux derniers numéros parus en 2019, avec comme innovation majeure la mise en ligne de l'ensemble du droit congolais.

Le nouveau site internet du secrétariat général du gouvernement (SGG) permet de consulter une base de données recensant les textes parus au Journal officiel, les codes usuels du Congo, en vigueur et à jour des dernières modifications intervenues, les conventions internationales ratifiées par le pays, le droit communautaire et régional de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, l'Ohada, l'Oapi ainsi que les communiqués du Conseil des ministres, mis en ligne dès leur publication. Selon un communiqué de presse du SGG, le site participe à l'accès au droit par les particuliers, les juristes, les entreprises, les administrations, les investisseurs, les ONG mais aussi les partenaires techniques et financiers. Il permet, entre autres, de promouvoir une meilleure connaissance du droit.

Pour la modernisation de cet outil, le SGG a travaillé en collaboration avec la société française Droit Afrique, spécialisée dans la gestion documentaire et l'assistance aux administrations.

Droit Afrique a utilisé son expertise technique et juridique pour aider à concevoir le nouveau site, faciliter le classement et la recherche documentaire. « Outre le site internet, ce projet a donné lieu à la numérisation de l'ensemble des Journaux officiels parus depuis 1958, ce qui garantit leur sauvegarde », indique le communiqué, précisant que le personnel du SGG a été formé à l'ensemble des outils informatiques afin d'assurer sa pérennité.

La Rédaction

## ACCORD CONGO-FMI

## La société civile invitée à s'impliquer dans l'exécution du programme

Le rôle des acteurs de la société civile est jugé utile dans le suivi des dépenses sociales et des réformes du secteur public. Le sujet a été au cœur d'un débat, le 25 septembre, à Brazzaville, réunissant les principales associations locales.

« Impacts sociaux des mesures dans le programme entre le gouvernement congolais et le FMI » a été le thème de l'échange. D'entrée de jeu, le conférencier, Félix Batantou Oumba, a rappelé les trois éléments fondamentaux de l'accord signé, en juillet dernier, entre le Congo et le Fonds monétaire international (FMI) que sont la lettre d'intention, le mémorandum de politique économique et financière et le protocole technique sur les critères de performance. Dans le premier document, le gouvernement reconnaît l'existence de la crise économique et financière provoquée non seulement par la chute du baril du pétrole, mais aussi par la faiblesse de gouvernance dans le pays. Le deuxième document,

quant à lui, insiste sur la nécessité pour l'exécutif de relancer les activités économiques nationales couplées avec un plan de contrôle financier.

Enfin, c'est sur le troisième élément que le rôle de la société civile est sollicité. Le protocole technique sur les critères de performance exige la mise en place d'un comité de suivi de programme qui rendra compte à la société civile et travaillera sous la base des indicateurs. « Il y a une priorité pour les dépenses sociales et de réduction de la pauvreté, ainsi que l'enseignement, la santé, les affaires sociales et humanitaires, l'alimentation », a souligné Félix Batantou Oumba.

En ce qui concerne les recettes budgétaires de l'Etat conte-

nues dans la loi de finances 2019, le pétrole demeure la principale source de revenus du pays (51%) devant les impôts et taxes intérieurs (33%). Viennent ensuite les droits et taxes douaniers et les dons des institutions internationales. La Force publique représente 12% des dépenses, la présidence de la République à 3%, les Affaires étrangères 1,5%, alors que l'Agriculture 1%.

Si la société civile était associée à l'élaboration de ces mesures, le pays devait être épargné des conséquences sociales actuelles, a soutenu le conférencier. « L'augmentation des prix de péages, l'introduction de nouvelles taxes pétrolières et d'autres taxes auront des impacts sociaux négatifs sur le quotidien de nos concitoyens », a décrié un autre intervenant. Les organisations de la société civile devraient donc s'impliquer dans les décisions prises, a insisté un autre participant, ajoutant qu'elles doivent assurer le relais auprès de la population.

Gloria Lossele (stagiaire)

**« L'augmentation des prix de péages, l'introduction de nouvelles taxes pétrolières et d'autres taxes auront des impacts sociaux négatifs sur le quotidien de nos concitoyens »**

## TOURISME

## Un secteur d'avenir au Congo

L'humanité célèbre le 27 septembre de chaque année, la Journée mondiale du tourisme. A l'occasion de la quarantième édition, le gouvernement a rendu public un message lu par la ministre de tutelle, Arlette Soudan-Nonault, réaffirmant l'importance du secteur dans le développement économique et social du pays.

La journée vise à sensibiliser la communauté internationale à l'importance du tourisme et de ses valeurs sociales, culturelles, politiques et économiques. Cette année, elle est célébrée sur le thème « Tourisme et emploi : un avenir meilleur pour tous », et l'Inde a été choisie pour être le pays hôte de l'événement.

Le tourisme, a indiqué la ministre Arlette Soudan-Nonault, constitue un puissant outil de création d'emplois, une force motrice de la croissance économique et du développement. Selon les données du Conseil mondial du tourisme et des voyageurs, en 2015, il a créé, a-t-elle laissé entendre, plus de cent sept millions d'emplois (soit 3,6% de l'emploi total pour 3% du produit intérieur brut mondial) et contribué, directement et indirectement, à la création d'un total de deux cent quatre-vingt-quatre millions d'emplois, soit l'équivalent d'un emploi sur onze dans le monde. En 2026, ces chiffres devraient atteindre trois cent soixante-dix millions d'emplois,

soit un emploi sur neuf.

Ce secteur représente dans de nombreux pays dont le Congo, a-t-elle poursuivi, l'option de développement économique durable la plus fiable, et l'une des principales sources d'épargne potentielle en devises étrangères.

Arlette Soudan-Nonault a souligné que si le tourisme met l'accent sur la réduction de la pauvreté, il est en mesure de bénéficier directement aux groupes les plus pauvres, grâce à l'emploi de la population locale dans les entreprises touristiques, à l'approvisionnement en biens et services aux touristes, ou par la création de petites entreprises communautaires locales.

Un secteur de main-d'œuvre important Arlette Soudan-Nonault a indiqué que le tourisme est un secteur de main-d'œuvre important, formé traditionnellement par des petites et micro entreprises. De nombreuses activités touristiques sont particulièrement vouées aux femmes, aux jeunes et aux groupes

marginiaux de la population tels que les minorités ethniques. Elle a soutenu qu'un nombre non négligeable d'emplois touristiques est facilement accessible aux plus démunis, car requérant de faibles capacités et de petits investissements. Certains peuvent être à temps partiel et servir ainsi de revenus complémentaires à d'autres activités. Considéré comme le quatrième secteur exportateur au monde après le pétrole, les produits chimiques et l'automobile, le tourisme offre donc de nombreuses possibilités d'emplois.

### Plusieurs emplois créés dans le domaine au Congo

Les emplois créés dans le domaine du tourisme dans le pays, selon la déclaration du gouvernement, sont très variés et de trois types, notamment les emplois directs, les emplois indirects et les emplois induits qui correspondent à des activités non touristiques par nature mais productrices de biens et services qui sont consommés par les touristes. D'une manière



La ministre du Tourisme et de l'environnement prononçant la déclaration au nom du gouvernement générale, a affirmé la ministre, il est donc un secteur d'avenir au Congo, porteur de croissance et d'emplois, à la seule condition que les pouvoirs publics et le secteur privé lui accordent une attention soutenue à travers un partenariat solide, un cadre législatif et réglementaire cohérent et des investissements multiformes allant de la diversification structurelle à la construction des infrastructures, de la fourniture des équipements à la formation du personnel dans des structures appropriées. « C'est ici le lieu de rappeler que le président de la République, chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, pleinement conscient de l'importance de ce vecteur de croissance, a fait inscrire le tourisme parmi les priorités du Plan national de développement 2018-2022, au titre de pilier de la diversification. Tant il est vrai que parmi les pays au monde qui ont eu la volonté politique de développer ce secteur, aucun n'a eu à le regretter », a assuré la ministre du Tourisme et de l'environnement.

Bruno Okokana

## AFFAIRES SOCIALES

## Les urgentistes du Pool en formation sur le mécanisme humanitaire

La ministre de tutelle, Antoinette Dinga-Dzondo, a lancé, le 26 septembre à Kinkala, les ateliers départementaux visant à donner aux spécialistes les outils techniques pour une meilleure gestion des situations humanitaires d'urgence.

Le mécanisme humanitaire dont le Congo s'est doté a pour objectifs, entre autres, de préparer les réponses adéquates dans la gestion des situations humanitaires, de se prémunir contre des conséquences des catastrophes ou d'en amoindrir les risques, a expliqué la ministre Antoinette Dinga-Dzondo, à l'ouverture des ateliers départementaux sur le mécanisme humanitaire à Kinkala. L'initiative, a-t-elle précisé, tire sa légitimité de la Constitution du 25 octobre 2015 en son article 210. « *L'action sociale, la prévention, la réduction des risques et la gestion des catastrophes sont de la compétence des collectivités locales* », stipule le texte. D'où la nécessité d'impliquer les responsables des services déconcentrés civils et militaires.

Ces ateliers qui débutent dans le Pool pour s'étendre dans d'autres localités du pays donneront aux participants les outils leur permettant de maîtriser la hiérarchie des niveaux de



La photo de famille entre les autorités et les participants à la formation

prise de décision, les procédures opérationnelles du mécanisme humanitaire. « *Compte tenu des enjeux et des défis auxquels notre pays pourrait faire face, il est important de travailler en étroite collaboration avec tous les partenaires afin de mieux coordonner les efforts et rechercher ainsi les*

*synergies dans la mise en œuvre des réponses* », a indiqué la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire.

Selon le représentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Cyr Modeste Kouame, le choix du chef-lieu du département du

Pool est symbolique au regard du contexte humanitaire d'autant plus que la localité continue de mobiliser l'attention tant des autorités nationales que de la communauté internationale. L'agence onusienne a réitéré sa volonté d'accompagner le Congo dans ce combat. « *Ce sera une*

*longue marche pour couvrir les douze départements du pays. (...) Par ma voix, mon organisation réaffirme son engagement à accompagner le gouvernement congolais dans cette longue route de mise en place des comités départementaux et communaux des opérations humanitaires* », a assuré le diplomate onusien.

Dans l'organisation des ateliers sur le mécanisme humanitaire, rappelons-le, le Congo bénéficie de l'appui du HCR. Le processus a débuté le 21 novembre 2017 avec la signature, entre les deux parties, du protocole d'accord sur la protection et l'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées internes en République du Congo. Le lancement de ces ateliers départementaux en est donc l'aboutissement pour permettre aux autorités déconcentrées de s'approprier le mécanisme humanitaire du pays en vue d'une meilleure gestion des urgences humanitaires.

Rominique Makaya

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## Le Congo inscrit au second cycle de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Lors de la 63<sup>e</sup> conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Congo s'est fait une place parmi les pays membres inscrits au second cycle 2020-2021 de ladite structure, avec trois nouveaux projets de coopération technique sur la surveillance de la pollution, les maladies tropicales négligées et le traitement des cancers.



Le ministre de la Recherche scientifique délivrant son discours à la 63<sup>e</sup> conférence de l'AIEA

Le gouvernement du Congo a confirmé son engagement à faire aboutir les projets en cours, espérant obtenir du département de la coopération technique de l'agence la poursuite de ses projets au cours des trois prochains cycles du programme technique. Le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, a informé l'agence que le Congo développe, avec d'autres organismes des Etats membres de l'AIEA, des coopérations sur l'utilisation des technologies nucléaires à des fins pacifiques.

Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou a, par ailleurs, exprimé la reconnaissance du Congo à la commission de réglementation nucléaire des Etats-Unis, pour son appui technique et financier dans la formation des

cadres au respect du système des garanties de l'AIEA, à l'utilisation du logiciel Aris ainsi que la gestion des données des sources radioactives inventoriées au niveau national. Il a également souligné l'apport de la Corporation d'Etat de l'énergie atomique (Rosatom) de la Fédération de Russie pour une coopération technique en cours de mise en œuvre, en considération de l'accord signé le 23 mai dernier à Moscou, sur la coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

Le Congo tient à respecter son engagement à promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques suivant les normes de garantie, de sécurité, de sûreté nucléaire et radiologique selon les standards de l'agence. C'est ainsi que le pays a entrepris, de-

puis fin 2018, la campagne nationale d'inventaire des sources de rayonnements ionisants ainsi que des déchets radioactifs sur toute l'étendue du territoire national. « *Cet inventaire national unique en son genre, commence à doter la République du Congo d'un fichier national fiable de sources de rayonnements ionisants ainsi que des déchets radioactifs* », a informé le ministre Coussoud-Mavoungou aux membres de l'agence.

En dehors des travaux de la conférence, le ministre Coussoud-Mavoungou a été reçu par le directeur général adjoint et chef du département de l'AIEA, Dazhu Yang, et par le directeur général par intérim de la même structure, Cornel Feruta assisté. Les échanges ont porté, entre autres, sur la promulgation de la loi nucléaire nationale, le paiement des coûts participatifs nationaux, l'acquiescement par le Congo des contributions financières et l'élaboration du Programme cadre national. Le ministre a rassuré l'agence que toutes les difficultés ont été levées pour que le Congo accomplisse ses obligations afin de bénéficier de l'AIEA de l'érection des laboratoires sur les maladies tropicales négligées et le rapatriement des deux sources de cobalt 60 dénutriées du service de radiothérapie du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville.

R.M.

## VIE ASSOCIATIVE

## Concernant Epara élu président national du Meeec

Le Mouvement des élèves et étudiants du Congo (MEEC) a mis en place son nouveau bureau exécutif national, lors de sa septième session extraordinaire tenue le 26 septembre, à Brazzaville. Il a pour mission de revendiquer les droits des élèves et étudiants du Congo.

Le nouveau bureau national du Meeec est composé de douze membres, sous la direction de Concernant Epara, étudiant en master 1 de droit privé à la Faculté de droit de l'Université Marien-Ngouabi. Il succède à Gracia Lendanga, un ancien étudiant du même établissement universitaire. La vice-présidence est assurée par Rallias Tchimbouka alors que le poste de secrétaire revient à Vince Malanda.

Par la même occasion, il a été également mis en place une nouvelle commission nationale de contrôle et de vérification. Celle-ci comprend quatre membres, dont Bouker Mabéké en est le président, secondé par Nick Ngouabi.

Le nouveau président du Meeec, conscient de la lourde tâche qui lui incombe, s'est dit apte à relever le défi, conformément aux objectifs de l'organisation. « *Notre mission consistera à poursuivre la défense des intérêts des élèves et étudiants du Congo* », a-t-il signifié.

Dans son mot de circonstance, le président sortant, Gracia Lendanga, a indiqué la ligne à suivre à son prédécesseur. Il s'agit notamment d'étendre le mouvement sur l'ensemble du territoire national, mais selon lui, le plus urgent consistera à installer les instances du Meeec au sein de l'Université Denis- Sassou- N'Gouesso de Kintélé qui va ouvrir ses portes incessamment ainsi qu'à l'Université de Loango, située dans le Kouilou.

Patronnant la cérémonie, Hermann Koumou Ollessongo a invité le nouveau bureau à être à la hauteur de sa tâche. « *Vous êtes élus non pas pour aller quêmander dans les établissements. Votre mission est exaltante car l'Université Marien- Ngouabi et l'ensemble du système éducatif national ont des sérieux problèmes à résoudre. Soyez constants dans votre travail* », a-t-il souligné.

Firmin Oyé



Concernant Epara

## CANTINES SCOLAIRES

# Environ quatre-vingt mille enfants ciblés en 2019-2020

Une réunion technique a regroupé le 26 septembre, à Brazzaville, les différents partenaires impliqués dans la mise en œuvre du programme dont les impacts auprès des bénéficiaires ne sont plus à démontrer.

Financé par le département de l'Agriculture des Etats-Unis à travers son aide au développement, le programme McGovern-Dole va nourrir cette année environ quatre-vingt mille enfants dans plus de trois cent soixante écoles du Congo. Les préparatifs de la mise en place des cantines scolaires pour la rentrée 2019-2020 et ses défis ainsi que le lancement du projet « Cantines ya mboka » ont été au centre de la réunion qui a mis sur la même table les directeurs départementaux de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, les agences des Nations unies, les ONG du secteur privé, la direction de l'alimentation scolaire et l'ambassade des Etats-Unis au Congo.

En effet, les participants à cette rencontre ont été sensibilisés, entre autres, à l'engagement volontaire des partenaires privés et publics dans la mise en œuvre du programme ; aux problèmes rencontrés (remplissage des carnets, détournements des vivres, insuffisance des missions de suivi). Ils ont été aussi édifiés sur le plan d'activité de l'année scolaire 2019-2020.

Parlant des innovations, le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) au Congo, Jean-Martin Bauer, a annoncé l'expérimentation du projet « Cantines ya mboka », une alimentation scolaire fondée sur la production locale. « Nous allons, à



partir de cette année, pour la première fois, permettre à un certain nombre des cantines, environ dix-sept, d'acheter auprès des vendeuses le manioc, les légumes, le poisson pour préparer des repas locaux », a-t-il indiqué, espérant que ce modèle sera bien adapté aux préférences alimentaires des enfants bénéficiaires et un gage de durabilité du programme de cantines scolaires au Congo.

Interrogé si toutes les conditions étaient réunies pour l'exécution de ce programme, Jean-Martin Bauer a assuré que les vivres étaient déjà stockés dans les magasins à travers le pays afin d'être déployés dans les écoles. Concernant les écoles Ora (Observer, réfléchir, agir), il a annoncé la poursuite de

l'assistance à ces communautés vulnérables d'autant plus que la cantine scolaire est une sécurité nutritionnelle, alimentaire pour les enfants. « Elle permet d'améliorer les résultats scolaires des élèves qui sont à l'école. Il s'agit aussi d'un filet social important. Pour certains enfants, le repas des cantines scolaires est l'unique pris dans la journée, surtout dans les communautés vulnérables », a-t-il commenté, précisant qu'il s'agit d'un instrument clé dans la politique sociale.

### « Engager le processus d'autonomisation des cantines scolaires »

Justifiant la présence des directeurs départementaux à cette réunion, le directeur de l'alimen-

tation scolaire, Roch Bredin Bisala Nkounkou, a indiqué que le but était de faire d'eux des ambassadeurs des cantines scolaires dans leurs différentes entités administratives. Quant à la mise en œuvre du projet « Cantines ya mboka », il a rappelé que l'objectif est de financer les comités de gestion des cantines afin de leur permettre d'acheter les vivres au niveau des petits producteurs agricoles. « Ceci pour engager le processus d'autonomisation des cantines scolaires qui devrait normalement reposer sur la production locale et les petits producteurs agricoles. Tout est fait du côté ressource humaine pour accompagner nos partenaires dans l'effectivité des cantines scolaires en République

Une vue des participants à la réunion/Adiac du Congo », a-t-il rassuré.

D'un montant de trente millions de dollars, soit environ quinze milliards francs CFA, ce financement permet au PAM, agence d'exécution, d'assister pendant cinq ans cinquante-quatre mille élèves dans quatre cent soixante-dix écoles. Mis en œuvre pour la période 2018-2022, McGovern-Dole interviendra dans les zones rurales de six départements du pays, ayant les niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition élevés et un taux de scolarisation en-dessous de la moyenne nationale. Il s'agit de la Bouenza, de la Lékoumou, du Pool, des Plateaux, de la Likouala et de la Sangha, avec un accent particulier sur les écoles Ora.

Parfait Wilfried Douniama

## ARRÊT SUR IMAGE



Une délégation des touristes chinois et japonais, accompagnée du personnel de l'Office national du tourisme, a visité le 26 septembre 2019 le Musée galerie du Bassin du Congo

## JEUNESSE ET ÉDUCATION CIVIQUE

### Les directeurs départementaux en stage

Un séminaire consacré au renforcement des capacités administratives, juridiques et professionnelles des animateurs départementaux de la jeunesse et de l'éducation civique s'est ouvert, le 26 septembre à Brazzaville, sous le patronage de la ministre Destinée Hermella Doukaga, en présence de certains de ses collègues.

Le séminaire a pour objectif principal de rendre plus efficaces, attractifs et compétitifs, les services ainsi que le personnel administratif dans le domaine de la gestion des structures et de la responsabilité qui incombe à leurs animateurs.

Pendant deux jours, les participants vont acquérir des notions en éducation civique, morale et pour la paix et également des connaissances en éthique et en déontologie professionnelle. Ils vont, en outre, se perfectionner sur les fondamentaux administratifs ; échanger sur la question des directeurs départementaux et acquérir les techniques et méthodes de promotion des activités menées par le ministère de tutelle.

Destinée Hermella Doukaga a souligné dans son discours l'importance de cette démarche qui se justifie d'autant plus que les problèmes auxquels le département est confronté sont pour l'essentiel de nature managériale et pour lesquels une réponse gé-



Au premier rang, la ministre de la jeunesse entourée des ministres du Sport et de l'éducation physique, de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi

nérale, active et opérationnelle sera plus nécessaire avant d'envisager des actions ciblées.

La ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique a rappelé aux participants qu'ils auront l'occasion de revisiter certains concepts connus, voire certaines connaissances déjà acquises et les différentes communications auront le mérite de mettre à leur actif des rudiments pour la plupart actuels et très indispensables à la gestion administrative des structures publiques

placées sous leur responsabilité. « A cet effet, elles vous amèneront à améliorer vos méthodes et techniques traditionnelles de gestion. Comme nous le savons tous, la connaissance des notions usuelles et de tous les contours administratifs s'impose aujourd'hui comme une nécessité incontournable dans la recherche de la qualité pour un rendement optimal de nos directions départementales », a-t-elle indiqué.

Guillaume Ondzé



# airtel

LE RESEAU DES SMARTPHONES

HAPPYFRIDAY

## KABA LISOLO

Aujourd'hui, c'est **100% Bonus**  
sur tous les forfaits **Masolo 7** et  
**30 jours.**

Compose **\*121\*1\*1#**

PUBLICIS AG Partners





EMETTEUR : ETAT GABONAIS

# EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

«EOG 6,25% NET 2019 - 2024»

# 100

MILLIARDS DE FCFA

PÉRIODE DE SOUSCRIPTION  
DU 20 SEPTEMBRE AU 02 OCTOBRE 2019

Nombre d'obligations : 10 000 000  
Prix d'une obligation : 10 000 FCFA  
Minimum de souscription : 50 titres  
Amortissement : linéaire quatre (4)  
ans et un différé d'un (1) an  
Maturité : cinq (5) ans

TAUX D'INTÉRÊT  
**6,25%\***  
NET/AN SUR 5 ANS

\* ÉXONÉRÉ D'IMPÔT POUR TOUS LES  
RÉSIDENTS DE LA ZONE CEMAC

INVESTIR ENSEMBLE  
POUR L'AVENIR

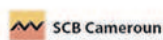


Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne en zone CEMAC, cette opération a été enregistrée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale sous le numéro COSUMAF - APE - 03/19

ARRANGEUR



CO-ARRANGEURS



CHEF DE FILE



SYNDICAT DE PLACEMENT



COTATION





Délégation en République du Congo

## AVIS DE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE SUIVI ACTIVITES WASH

Dans le cadre du projet « renforcement des capacités de la Croix-Rouge Congolaise pour une amélioration durable de la santé et de l'accès à l'éducation dans le département de la Bouenza » mis en œuvre par la Croix-Rouge Congolaise (CRC) et la Croix-Rouge française (CRF), il est notamment prévu :

- De réaliser en sous-traitance 10 ouvrages d'approvisionnement en eau potable équipés de Pompe à Motricité Humaine (PMH).

- De réaliser en sous-traitance 10 blocs latrine VIP à trois cabines avec lave-main.

Pour ce faire, la Croix-Rouge française emploiera un (1) responsable suivi des activités WASH, qui sera en charge de seconder le Chef de projet, en contrôlant les travaux de génie civil et d'hydraulique réalisés en sous-traitance.

Zone administrative : Madingou (Département de la Bouenza) ;

Durée du Contrat : 12 mois ;

Statut : Salarié(e) ;

Responsabilités principales :

Sous la supervision du Chef de projet, le Responsable suivi des activités WASH doit :

1. Effectuer le suivi et contrôle des travaux en sous-traitance.
2. Assurer un reporting interne auprès de son responsable.
3. Assurer un archivage des documents de travaux.
4. Suivi des procédures interne de la CRF.
5. Participer à la représentation de la CRF, de la CRC

et du mouvement CR dans la Bouenza.

### Formation

Diplôme dans le domaine du génie-civil ou de l'hydraulique.  
Niveau Bac + 3 minimum.

### Expérience

Au moins deux (2) ans d'expérience à un poste similaire.

Avoir travaillé pour une composante de mouvement Croix-Rouge Croissant Rouge est un plus.

Autres capacités requises

- o-Autonomie.
- o-Capacité à vivre dans un milieu rural isolé, dépourvu des principaux services de base (eau potable, électricité, ...)
- o-Très bonne capacité d'écoute, de compréhension et de concertation.
- o-Aptitude de prise de décision.
- o-Très bonne capacité rédactionnelle.
- o-Forte motivation à travailler sur le terrain.
- o-Forte motivation à travailler en partenariat très étroit avec un partenaire national.
- o-Esprit d'analyse et de synthèse, disponibilité, discrétion, rigueur.
- o-Aptitude à travailler sous pression ;
- o-Polyvalence, sérieux ;
- o-Honnête.
- o-Sens du relationnel, dynamique, réactivité, force

de proposition.

Constitution du dossier :

- Curriculum Vitae
  - Lettre de motivation adressée au Chef de Délégation CRF en République du Congo
  - Copie légalisée du diplôme ou des diplômes
  - Certificat de travail ;
  - Copie d'une pièce nationale d'identité
- Tout dossier incomplet sera tout simplement écarté.

Lieu de dépôt des dossiers et retrait des TDR :

- Délégation de la CRF (voir 'Elvynne SIASSIA, Département de la Logistique)
- ou par E-mail à monsieur Patrice NGOULOU NGOULOU, Responsable des Ressources Humaines (rh-congo.frc@croix-rouge.fr)

NB :

- Dernier délai de dépôt des dossiers, mercredi, 14 octobre 2019 à 16h30 mn.
- L'enveloppe doit obligatoirement porter l'intitulé du poste.
- Les Termes de références sont disponibles au bureau de la Délégation de la Croix-Rouge française (voir guérite sécurité)

Fait à Brazzaville, le 24 septembre 2019

**Pierre GIRAUBIT**  
Chef de Délégation



### REPRESENTATION EN REPUBLIQUE DU CONGO

Case postale 1093  
18, Avenue Emile Biayénda  
Quartier Mission Catholique Sacré Cœur  
Centre ville - Brazzaville  
République du Congo

Tel : 06 808 13 24/05 737 37 03  
Fax: +41 22 739 7279

### ANNONCE RELATIVE A LA PUBLICATION DE DEUX (02) AVIS D'APPEL D'OFFRES DE SERVICE A L'UNHCR.

La Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), lance deux (02) avis d'appel d'offres à savoir :

1- «Demande De Proposition N° HCR/BZV/UAL/RFP/005/2019-gdsa pour le service de communication par réseau mobile au HCR en République du Congo » ;

2- «Demande De Proposition N° HCR/BZV/UAL/AAO/016/2019-gdsa pour la fourniture de connexions Internet aux bureaux du HCR en République du Congo»

Les dossiers de candidatures sont à retirer à la guérite de la Représentation de l'UNHCR, sise au n° 18, de l'avenue Cardinal Emile BIAYENDA, quartier Cathédrale Sacré cœur, Centre-ville.

Les offres signées et cachetées devront être déposées auprès du Secrétariat de la Représentation à la même adresse, au plus tard le 28 octobre 2019 à 17 h 00.

Brazzaville, le 27 septembre 2019

Section Approvisionnements



## VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

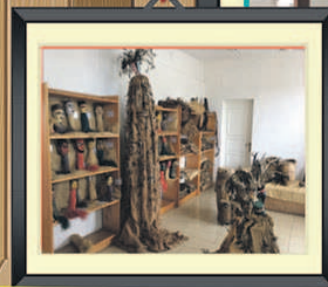
Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée  
du Bassin du Congo

galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition  
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo.



## CONGO-CHINE

# Relance attendue des projets de coopération bilatérale

L'ambassadeur de Chine en République du Congo, Ma Fulin, a annoncé, le 26 septembre à Brazzaville, la relance en vue de certains projets de coopération sino-congolaise dont l'exécution a connu un ralentissement consécutif à la crise qui a affecté l'économie nationale.

Au nombre des projets à relancer, le diplomate chinois a notifié la construction des Tours jumelles et du Centre commercial de Mpila, à Brazzaville, la réalisation de la télévision numérique et de la troisième phase de la couverture nationale en télécommunications.

« On a connu un certain blocage à cause de la conjoncture économique. On a réglé le problème de la dette, la prochaine étape consiste à faire des études sur les anciens projets », a indiqué Ma Fulin.

Le Congo a signé en avril passé un accord de restructuration de sa dette avec la Chine, évaluée à plus de

1300 milliards francs CFA. Les deux Etats ont établi leurs relations diplomatiques en 1964.

Selon l'ambassadeur de Chine, le bilan des 55 ans de la coopération sino-congolaise est positif. Les deux pays sont partis des relations d'amitié à une étape de coo-

2013, nos relations ont été renforcées. Nous avons établi un partenariat stratégique global », a signifié Ma Fulin.

Il a évoqué le succès de la cinquième édition du forum Investir en Afrique, co-organisé du 10 au 12 septembre à Brazzaville par le Congo,

en outre, réitéré le soutien de son pays au Congo dans le cadre du programme de coopération économique qu'il a conclu le 11 juillet dernier avec le Fonds monétaire international.

Les problèmes actuels du Congo sont provisoires, a-t-il dit, ajoutant que la Chine va accompagner les efforts du gouvernement congolais dans le redressement économique et l'amélioration du climat des affaires.

La Chine appuie le Congo dans la construction de la zone économique spéciale de Pointe-Noire. Le projet comportera, entre autres, des industries de sidérurgie et de métallurgie, ainsi qu'une

plate-forme logistique. Il y est également prévu l'érection d'un port minéralier et d'autres infrastructures connexes.

D'après le gouvernement congolais, quelque cent mille emplois directs et indirects sont attendus à travers ce projet qui entre dans le cadre des initiatives nationales de diversification économique. La coopération entre la Chine et le Congo est marquée par plusieurs projets d'infrastructures. Ma Fulin a affirmé que le volume des échanges commerciaux entre les deux côtés se chiffre aujourd'hui à cinq milliards de dollars par an.

**Christian Brice Elion**

**« On a connu un certain blocage à cause de la conjoncture économique. On a réglé le problème de la dette, la prochaine étape consiste à faire des études sur les anciens projets »,**

pération plus élevée. « Après la visite du président Xi Jinping au Congo, en

la Chine et la Banque mondiale.

L'ambassadeur de Chine a,

## Message de condoléances du chef de l'État congolais suite à la disparition de l'ancien président français, Jacques Chirac

Présidence de la République  
du Congo



Brazzaville le 26 SEPT 2019

Le Président de la République,

Monsieur le Président,

C'est avec une grande consternation et une vive émotion que J'ai appris le décès du Président Jacques CHIRAC, figure emblématique de la vie politique française pendant plus d'un demi-siècle.

En cette circonstance particulièrement douloureuse, Je m'incline devant la mémoire de l'illustre disparu et vous adresse, au nom du Peuple et du gouvernement congolais, à vous-mêmes, au Peuple français ami et à toute la famille endeuillée, mes condoléances les plus attristées.

Au panthéon de la mémoire et des souvenirs, sur l'autel des rencontres et des échanges qui ont toujours cristallisé nos liens de proximité et de fraternité personnelle, Je trouverai, face à cette perte immense, le réconfort dans le devoir de magnifier l'esprit de combat de cet homme de défis qui nous quitte et la chaleur à jamais vivante d'une amitié éternelle.

A cet effet, Je vous annonce mon intention de me joindre à la famille et à Votre Excellence pour participer aux obsèques du Président Jacques CHIRAC.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma Très Profonde Compassion.

*Amicitia fidelis.*

Denis SASSOU N'GUESSO.-

Son Excellence Monsieur Emmanuel MACRON,  
Président de la République Française,

## BEAUTÉ

### Un voyage touristique au Sénégal pour la miss indépendance 2019

Carus Meheille Ahoué séjourne depuis le 26 septembre à Dakar. Une réalisation de la promesse faite par la première dame, Antoinette Sassou N'Gueusso, lors de la douzième édition du concours, le 13 août, au Palais des congrès de Brazzaville.

Au nombre des personnes physiques qui se sont engagées à soutenir la miss indépendance par des cadeaux et autres dons, figure Antoinette Sassou N'Gueusso, marraine de la compétition de beauté qui valorise la plus belle fille de l'indépendance. Elle avait promis à la miss et à son accompagnatrice un séjour dakarais d'une semaine, tous frais inclus. Chose promise, chose due, la lauréate s'est rendue le 26 septembre à Dakar, au Sénégal, pour un séjour d'une semaine.

Cet acte n'a pas laissé insensible la miss indépendance 2019. « Je suis heureuse d'effectuer ce voyage qui est inoubliable pour moi. Je remercie la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Gueusso, car c'est grâce à elle que j'effectue ce voyage à l'échelle internationale. Je suis très heureuse et ne sais pas comment exprimer ces sentiments de joie, une joie qui me déborde. Voir ces promesses se réaliser, c'est énorme pour moi », s'est-elle réjouie. Carus Meheille Ahoué est accompagnée de l'une des membres du comité miss indépendance. Elle pense que si elle a participé à cette élection, c'était pour confirmer quelque chose qui est en elle.

« Pour moi, ce n'était pas seulement venir conquérir et arracher la couronne, j'avais un message à lancer. J'ai été heureuse de passer ce message devant la première dame du Congo. Lors de l'élection, nous avons parlé de la Journée internationale de la femme. Selon moi, cette journée est dédiée à la lutte



Carus Meheille Ahoué pour les droits des femmes et à la réduction des inégalités par rapport aux hommes. C'est une journée où la femme doit se poser la question de savoir quelle est sa place dans la société ou quels sont les droits de la femme dans la société ? », a déclaré la miss indépendance 2019. Remerciant également le comité miss indépendance de lui avoir fait confiance, Carus Meheille Ahoué a invité les jeunes filles désireuses de participer à ce concours de beauté à ne point hésiter. « Je souhaite le bonheur à toutes les miss qui viendront après moi, je souhaiterais que ces filles puissent bénéficier des cadeaux et des offres que j'ai eues. Ça me ferait plaisir de rendre ma couronne un jour à une fille qui rêve de vivre ces mêmes moments que je vis aujourd'hui », a indiqué Carus Meheille Ahoué

Notons que Carus Meheille Ahoué, 23 ans, 1,71m, ancienne étudiante en gestion et ressources humaines, a été élue miss Brazza 2016, première dauphine miss Congo 2016, puis miss Congo 2016 après la destitution de Destinée Mbama Egnanga (miss Congo 2016). Actuellement elle est miss indépendance depuis la nuit du 13 août 2019.

**Bruno Okokana**